

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

13 octobre 2010

---

**LOI DE FINANCES POUR 2011 - (n° 2824)**  
(Première partie)

Commission	
Gouvernement	

**AMENDEMENT**

N° I - 7

présenté par  
M. Étienne Blanc-----  
**ARTICLE 41**

Supprimer cet article.

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

L'article 41 du projet de loi de finances pour 2011 supprime la prise en charge par l'État du droit dû par le bénéficiaire de l'aide juridictionnelle à son avocat pour chaque plaidoirie ou représentation de partie (s) aux audiences de jugement. Ce droit s'élève actuellement à 8,84€. La justification de la suppression de cette prise en charge par l'État serait d'instaurer une participation financière permettant la sensibilisation des justiciables au coût de l'aide juridictionnelle et la limitation des recours abusifs.

La conséquence de la suppression de cette prise en charge par l'État du droit de plaidoirie, aurait pour conséquence que ces droits resteraient à la charge du bénéficiaire de l'AJ, demandeur ou défendeur. Or, il sera matériellement difficile, voire impossible, pour les avocats de récupérer le montant du droit de plaidoirie pour chaque mission d'assistance auprès du justiciable. En fin de compte, les droits de plaidoirie pour les avocats désignés au titre de l'aide judiciaire ou commis d'office seront directement versés par ces derniers à la CNBF dans le cadre d'une contribution équivalente.

Pour 2009, le montant des droits de plaidoirie à la charge de l'État représentait un montant total de 5.085.935€, pour 575.332 missions.

Il s'agit donc d'un transfert de charge de l'État vers la profession qui est inacceptable.

Le Conseil National de l'Aide Juridique placé auprès du Garde des Sceaux s'est opposé à l'unanimité à la suppression de la prise en charge par l'État du droit de plaidoirie.